



Interreg
POCTEFA



Partie D. Formulaire et modèles

Cette partie du guide contient les modèles fournis par le programme ainsi que les formulaires à renseigner.

Un certain nombre de ces documents seront générés directement par l'application SIGEFA (formulaire de candidature, Plan de Financement, Tableau des coûts,). D'autres sont des modèles éditables qui devront être annexés à la candidature (Détail du budget) et d'autres pourront l'être dans le futur (Formulaire d'Auto-évaluation Aides d'Etat).

D. 1. Le formulaire de candidature

Le Programme a mis à dispositions des promoteurs des projets un **formulaire** de candidature éditable. Il s'agit d'un document de travail interne éditable qui vise à aider les promoteurs à préparer leur candidature. **Attention: la candidature doit être saisie en ligne directement sur la plate-forme SIGEFA.** Ce document n'est pas destiné à être téléchargé dans SIGEFA mais à doit servir à faciliter la préparation de la candidature avant de saisir les informations dans SIGEFA.

Vous pouvez télécharger:

- le **formulaire de candidature**,
- [l'annexe](#) et
- le [calendrier](#).

D. 2. Le Modèle de Convention du Partenariat



Interreg
POCTEFA



PROGRAMME INTERREG V A ESPAGNE / FRANCE / ANDORRE (POCTEFA) 2014-2020

PROGRAMA INTERREG V A ESPAÑA / FRANCIA / ANDORRA (POCTEFA) 2014-2020

CONVENTION TRANSFRONTALIERE DE PARTENARIAT

<TITRE DU PROJET>

CONVENIO TRANSFRONTERIZO DE PARTENARIADO

<TITULO DEL PROYECTO>

| | |
|--|--|
| <p>LES SOUSSIGNES</p> <p><L'organisme xxx>, <Statut>, <Siret / code NAF> Représenté légalement par <Monsieur ou Madame X>, en qualité de <i><fonction></i>, <Coordonnées postales> <téléphone, fax, E-mail> Ci-après désigné Chef de file du projet,</p> | <p>LOS ABAJO FIRMANTES</p> <p><El organismo xxx>, <Estatuto>, <NIF/CIF> Representado legalmente por <el Señor o la Señora>, En cualidad de <i><cargo></i>, <Dirección de correo> <téléfono, fax, e-mail> A continuación nombrado Beneficiario principal/Jefe de Fila del proyecto,</p> |
| <p><L'organisme xxx>, <Statut>, <Siret / code NAF> Représenté légalement par <Monsieur ou Madame X>, en qualité de <i><fonction></i>, <Coordonnées postales> <téléphone, fax, E-mail> Ci-après désigné Partenaire 1,</p> | <p><El organismo xxx>, <Estatuto>, <NIF/CIF> Representado legalmente por <el Señor o la Señora>, En cualidad de <i><cargo></i>, <Dirección de correo> <téléfono, fax, e-mail> A continuación nombrado Socio 1,</p> |
| <p><L'organisme xxx>, <Statut>, <Siret / code NAF> Représenté légalement par <Monsieur ou Madame X>, en qualité de <i><fonction></i>, <Coordonnées postales> <téléphone, fax, E-mail> Ci-après désigné Partenaire 2,</p> | <p><El organismo xxx>, <Estatuto>, <NIF/CIF> Representado legalmente por <el Señor o la Señora>, En cualidad de <i><cargo></i>, <Dirección de correo> <téléfono, fax, e-mail> A continuación nombrado Socio 2,</p> |
| <p><L'organisme xxx>, <Statut>, <Siret / code NAF> Représenté légalement par <Monsieur ou Madame X>, en qualité de <i><fonction></i>, <Coordonnées postales> <téléphone, fax, E-mail> Ci-après désigné Partenaire 3,</p> | <p><El organismo xxx>, <Estatuto>, <NIF/CIF> Representado legalmente por <el Señor o la Señora>, En cualidad de <i><cargo></i>, <Dirección de correo> <téléfono, fax, e-mail> A continuación nombrado Socio 3,</p> |
| <p>rajouter si nécessaire les partenaires manquants</p> | <p>añadir si fuese necesario los socios que falten</p> |

Vus les Règlements communautaires portant dispositions sur les fonds structurels européens et notamment les Règlements :

(CE) N° 1299/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds Européen de développement régional à l'objectif « Coopération Territoriale Européenne ».

(CE) N° 1301/2013 PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »;

(CE) N° 1303/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds Européen de développement régional, au fonds social européen, au fonds de cohésion, au fonds européen agricole pour le développement rural et au fonds pour les affaires maritimes et la pêche, portant disposition générale applicable au fonds européen de développement régional, au fonds social européen, au fonds de cohésion et au fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche;

Vu le Programme INTERREG V A Espagne/ France /Andorre (POCTEFA) 2014-200 approuvé par la Commission Européenne le 19 mai 2015 par décision C (2015) 3086 ;

Vistos los reglamentos comunitarios referentes a disposiciones sobre los fondos estructurales europeos y más concretamente los reglamentos :

(CE) N° 1299/2013 DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO, del 12 de diciembre de 2013, por el que se establecen disposiciones específicas relativas al apoyo del Fondo Europeo de Desarrollo Regional al objetivo de “Cooperación Territorial Europea”.

(CE) N° 1301/2013 DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO, de 17 de diciembre de 2013, sobre el Fondo Europeo de Desarrollo Regional y sobre disposiciones específicas relativas al objetivo de “inversión en crecimiento y empleo”;

(CE) N° 1303/2013 DEL PARLAMENTO EUROPEO Y DEL CONSEJO, de 17 de diciembre de 2013 por el que se establecen disposiciones comunes relativas al Fondo Europeo de Desarrollo Regional, al Fondo Social Europeo, al Fondo de cohesión, al fondo europeo agrícola de desarrollo rural y fondo europeo marítimo y de la pesca, y por el que se establecen disposiciones generales relativas al fondo europeo de desarrollo regional, al fondo social europeo, al fondo de cohesión y fondo europeo marítimo y de la pesca;

Visto el Programa INTERREG V A España/ Francia/Andorra (POCTEFA) 2014/2020 aprobado por la Comisión Europea el 19 de mayo de 2015 por decisión C (2015) 3086 ;

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

ARTICULO 1 – OBJETO DEL CONVENIO

Les entités précitées s'engagent à respecter la présente convention, qui définit leurs droits, leurs obligations et leurs responsabilités respectives quant à la réalisation du projet intitulé <xxxxxx> présenté sur l'axe xxx du Programme INTERREG V A Espagne-France-Andorre (POCTEFA) 2014-2020, dont le contenu est approuvé par tous les partenaires.

Le projet prévoit un nombre total de xxxx partenaires, un coût total éligible de xxx €

Le formulaire de candidature du projet et ses annexes respectives font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU CHEF DE FILE DU PROJET / PREMIER BÉNÉFICIAIRE

Le partenaire xxxx est désigné par l'ensemble des autres partenaires comme étant le **Chef de file** du projet, objet de la présente convention de partenariat.

Le Chef de file du projet s'engage à être :

- l'interlocuteur du Consorcio de la Comunidad de Trabajo des Pyrénées et du Ministerio de Economía y Hacienda respectivement Autorité de Gestion et Autorité de Certification du Programme INTERREG V A Espagne-France-Andorre (POCTEFA) 2014-2020 ainsi que des Autorités Nationales et du Coordinateur Territorial concerné par le projet ;
- le coordonnateur des partenaires signataires de la présente convention pour tous les aspects relevant de la gestion technique, administrative et financière du projet.

Las citadas entidades se comprometen a respetar el presente convenio, el cual define sus derechos, sus obligaciones y sus responsabilidades respectivas en cuanto a la realización del proyecto <xxxxxx> presentado en el eje xxx del Programa INTERREG V A España/Francia/Andorra (POCTEFA) 2014-2020, y cuyo contenido es aprobado por todos los socios.

El proyecto prevé un número total de xxxx socios, un gasto total elegible de xxx €.

El formulario de candidatura del proyecto y sus anexos respectivos forman parte íntegra del presente convenio.

ARTICULO 2 – DESIGNACION DEL JEFE DE FILA DEL PROYECTO / BENEFICIARIO PRINCIPAL

El socio xxxx es nombrado por el conjunto de los otros socios como **Jefe de Fila** del proyecto, objeto del presente convenio de partenariatado.

El Jefe de Fila del proyecto se compromete a ser:

- el interlocutor del Consorcio de la Comunidad de Trabajo de los Pirineos y del Ministerio de Economía y Hacienda, respectivamente Autoridad de Gestión y Autoridad de Certificación del Programa INTERREG V A España/Francia/Andorra (POCTEFA) 2014-2020 así como de las Autoridades Nacionales y del Coordinador Territorial implicado por el proyecto.
- el coordinador de los socios firmantes del presente convenio en todos los aspectos que dependen de la gestión técnica, administrativa y financiera del proyecto.

Pour l'ensemble des partenaires signataires de la présente convention, le chef de file répondra :

- de la mise en œuvre et de l'état d'avancement du projet en termes d'exécutions techniques, physiques et financières ;

ARTICLE 3 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DU CHEF DE FILE / PREMIER BÉNÉFICIAIRE

Le Chef de file doit respecter les dispositions et obligations figurant à l'article 13 du Règlement CE 1299/2013.

De plus, le Chef de file est désigné en tant que tel afin de :

- transmettre, au nom de tous les partenaires, à l'Autorité de Gestion, via le SC, administration de dépôt, le projet incluant l'ensemble de la documentation afférente au projet mentionné dans le formulaire de candidature du projet qui précise également le coût et le nombre de partenaires ;
- répondre, en tant que référent unique et en accord avec les autres partenaires, aux demandes d'information qui émaneraient du SC chargé de l'instruction du projet;
- communiquer aux autres partenaires les résultats de l'instruction et les décisions adoptées par le Comité de Programmation ;
- communiquer à l'Autorité de Gestion, avec copie au SC et aux Coordinateurs Territoriaux pour les projets de proximité* les décisions et les modifications adoptées par l'ensemble des partenaires ;

* Projets de proximité : Projets au niveau desquels tous les bénéficiaires appartiennent à une même zone géographique prédéfinie du programme :
Est: Catalogne, Andorre, avec la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées et les départements de la Haute-Garonne, l'Ariège et des Pyrénées Orientales.

El jefe de fila responderá por el conjunto de los socios firmantes del presente convenio:

- de la puesta en marcha y del avance del proyecto en términos de ejecuciones técnicas, físicas y financieras;

ARTICULO 3 – RESPONSABILIDADES Y OBLIGACIONES DEL JEFE DE FILA / BENEFICIARIO PRINCIPAL

El Jefe de Fila debe respetar las disposiciones y obligaciones del artículo 13 del Reglamento CE 1299/2013.

Además, el Jefe de Fila es nombrado como tal con el fin de:

- Transmitir, en nombre de todos los socios, a la Autoridad de Gestión, vía la SC, administración de recepción, el proyecto, incluyendo el conjunto de la documentación relativa al proyecto mencionado en el formulario de candidatura del proyecto, que establece también el gasto y el número de socios;
- Responder, como único referente y de acuerdo con los otros socios, a las solicitudes de información que emanasen de la SC encargada de la instrucción del proyecto;
- Comunicar a los otros socios los resultados de la instrucción y las decisiones adoptadas por el Comité de Programación;
- Comunicar a la Autoridad de Gestión, con copia a la SC y a los Coordinadores territoriales para los proyectos de proximidad*, las decisiones y las modificaciones adoptadas por el conjunto de socios;

* Proyectos de proximidad: Aquellos en los que todos y cada uno de los promotores pertenecen a una sola de las áreas definidas del Programa
Este: Cataluña, Andorra con la Región Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, los departamentos de Haute-Garonne, Ariège y Pyrénées-Orientales.

| | |
|---|--|
| <p><u>Centre</u> : Aragon avec la Région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, les départements de Haute-Garonne et Hautes-Pyrénées.</p> <p><u>Ouest</u> : Pays Basque, Aragon, Navarre, La Rioja, Région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, département des Pyrénées-Atlantiques.</p> <p>Un tel projet se déroule et concerne exclusivement un seul et même territoire géographique.</p> <p>Projets transversaux : Projets qui ne remplissent pas les conditions requises pour être considérées en tant que projets de proximité</p> <ul style="list-style-type: none"> - cosigner avec l'Autorité de Gestion la convention de financement FEDER ; - veiller au démarrage coordonné du projet et en informer l'Autorité de Gestion ; - pourvoir à l'exécution des actions du projet selon les modalités et les délais prévus dans le formulaire de candidature annexé ; en cas de retard dans le démarrage ou la réalisation des actions, tenir informé l'Autorité de Gestion ; <p>NB: le démarrage du projet devra intervenir dans un délai de 3 mois après signature de la convention de financement FEDER</p> <ul style="list-style-type: none"> - solliciter auprès de l'Autorité de Gestion les versements des fonds FEDER tels que prévus dans la convention de financement FEDER; - garantir à l'Autorité de Gestion la tenue d'une comptabilité séparée pour l'ensemble de l'opération cofinancée par le Programme et se soumettre à tout contrôle sur pièce et sur place effectué par toute instance mandatée par l'Autorité de Gestion, l'Autorité de Certification, la Commission Européenne ou les Autorités Nationales; - vérifier que les dépenses présentées, sur la base des modèles | <p><u>Centro</u>: Aragón con la Región Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, los departamentos de Haute-Garonne y Hautes-Pyrénées.</p> <p><u>Oeste</u>: País Vasco, Aragón, Navarra, La Rioja, la Región Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes y el departamento de Pyrénées-Atlantiques.</p> <p>El proyecto se desarrolla y afecta exclusivamente a una única área.</p> <p>Proyectos transversales: Aquellos en los que no se de alguna de las condiciones requeridas para su consideración como proyectos de proximidad.</p> <ul style="list-style-type: none"> - firmar conjuntamente con la Autoridad de Gestión el convenio de financiación FEDER; - velar por el arranque coordinado del proyecto e informar a la Autoridad de Gestión. - proceder a la ejecución de las acciones del proyecto según las modalidades y los plazos previstos en el formulario de candidatura anexado; en caso de retraso en el arranque o en la realización de las acciones, mantener informada a la Autoridad de Gestión. <p>NB: el arranque del proyecto deberá producirse en un plazo de 3 meses tras la firma del convenio de financiación FEDER.</p> <ul style="list-style-type: none"> - solicitar a la Autoridad de Gestión los pagos de los fondos FEDER tal y como están previstos en el convenio de financiación FEDER; - garantizar a la Autoridad de Gestión el mantenimiento de una contabilidad separada para el conjunto de la operación cofinanciada por el programa y someterse a cualquier control documental y sobre el terreno efectuado por cualquier instancia delegada por la Autoridad de Gestión, la Autoridad de certificación, la Comisión Europea o las Autoridades Nacionales; - comprobar que los gastos presentados, en base a los modelos predisuestos por el programa, por los socios que participan en la |
|---|--|

fournis par le Programme, par les partenaires participant à l'opération ont été payées dans le but de mettre en œuvre les actions du projet dans lesquelles ils sont impliqués et que ces dépenses ont été validées par les services contrôleurs.

- être responsable des dépenses déclarées de l'opération et de vérifier que celles-ci correspondent à l'exécution de l'opération.

ARTICLE 4 – RESPONSABILITES ET OBLIGATIONS DES PARTENAIRES DU PROJET

4.1- Tous les partenaires de la présente convention, y compris le Chef de file, s'engagent pour leur participation respective dans la réalisation du projet commun visé à l'article 1 de la présente convention, à :

- tenir une comptabilité séparée de leurs dépenses et de leurs Cofinancements Publics Nationaux (CPN) ;
- s'informer mutuellement des modifications et/ou retards de réalisation des actions du projet ;
- assurer la publicité de la participation européenne selon les dispositions établies par l'annexe XII paragraphe 2.2 du Règlement Communautaire CE 1303/2013 en vigueur (panneaux, information des publics concernés, ...) et les dispositions nationales spécifiques;
- respecter les politiques communautaires (qui lui sont opposables), et notamment les règles de :
 - o concurrence et de passation des marchés publics,
 - o protection de l'environnement,
 - o l'égalité des chances entre femmes et hommes.
- transmettre aux services contrôleurs chargés de la validation des dépenses du projet toutes les pièces justificatives des partenaires nécessaires aux versements de la subvention FEDER (factures acquittées et/ou pièces de valeur probantes équivalentes, certificats administratifs, données relatives aux indicateurs physiques de réalisation, de résultat et d'impact ...);

opération, han sido pagados, con el fin de poner en marcha las acciones del proyecto en las cuales están implicados, y que esos gastos han sido validados por los servicios de control.

- ser responsable de los gastos declarados de la operación y de verificar que los mismos corresponden a la ejecución de la operación.

ARTICULO 4 – RESPONSABILIDADES Y OBLIGACIONES DE LOS SOCIOS DEL PROYECTO

4.1- Todos los socios del presente convenio, incluido el jefe de fila, se comprometen en su respectiva participación en la realización del proyecto común descrito en el artículo 1 del presente convenio, a:

- llevar una contabilidad por separado de sus gastos y de su Cofinanciación Pública.
- informarse mutuamente de las modificaciones y/o retrasos en la realización de las acciones del proyecto.
- asegurar la publicidad de la participación europea según las disposiciones establecidas por el anexo XII apartado 2.2 del Reglamento comunitario CE 1303/2013 en vigor (paneles, información del público en cuestión,...) y las disposiciones nacionales específicas;
- respetar las políticas comunitarias (que le vinculan), y especialmente las reglas de :
 - o competencia y contratación,
 - o protección del medio ambiente,
 - o igualdad de oportunidades entre hombres y mujeres.
- remitir a los servicios de control encargados de la validación de los gastos del proyecto todos los justificantes necesarios para los pagos de la subvención FEDER (facturas pagadas y/o justificantes de igual valor probatorio, certificados administrativos, datos relativos a los indicadores físicos de realización, de resultado y de impacto...)

- assumer leur responsabilité en cas d'irrégularité des dépenses déclarées.

4.2- Afin de faciliter les obligations du Chef de file vis-à-vis de l'Autorité de Gestion, dans le cadre de leurs droits et obligations vis-à-vis du Chef de file du projet, les partenaires non-chefs de file acceptent la coordination technique, administrative et financière du Chef de file et s'engagent à l'informer régulièrement de l'avancement de leur participation au projet visé à l'article 1.

Ils s'engagent notamment à :

1. Fournir dans les plus brefs délais les réponses aux demandes d'information ainsi que les documents complémentaires nécessaires à l'instruction du projet ;
2. Communiquer leur accord quant aux décisions et éventuelles modifications que pourraient adopter le Comité de Programmation et qui leur seraient communiquées par le Chef de file ;
3. Réaliser les activités qui leur incombent selon les modalités et les délais prévus par le formulaire de candidature annexé, en cas de programmation du projet ;
4. Transmettre au Chef de file un état d'avancement physique, administratif et financier périodique;
5. Informer le Chef de file des déclarations de dépenses en vue des demandes d'acompte et de solde de la subvention communautaire ;
6. Transmettre au Chef de file les documents afférents à l'exécution des actions du projet relevant de leur responsabilité afin d'élaborer les rapports d'activités ;
7. Mettre à disposition les pièces nécessaires aux contrôles et aux certifications de dépenses. A cette fin, ils s'engagent à conserver et à tenir disponible au cours des 3 années suivant le paiement du solde de la subvention l'ensemble des justificatifs relatifs aux dépenses du projet.

- asumir su responsabilidad en caso de irregularidades de los gastos declarados.

4.2- Con el fin de facilitar las obligaciones del jefe de fila en relación con la Autoridad de Gestión, en el marco de sus derechos y obligaciones con el jefe de fila del proyecto, el (los) socio(s) que no es (son) jefe de fila acepta(n) la coordinación técnica, administrativa y financiera del jefe de fila y se compromete(n) a informarle regularmente del desarrollo de su participación en el proyecto referenciado en el artículo 1.

Se compromete(n) especialmente a:

1. Dar respuesta en el más breve plazo a las solicitudes de información, así como a suministrar los documentos complementarios necesarios para la instrucción del proyecto;
2. Comunicar su acuerdo en cuanto a las decisiones y eventuales modificaciones que podría adoptar el Comité de Programación, y que le serían comunicadas a través del Jefe de fila;
3. Realizar las actividades que le incumben según las modalidades y los plazos previstos en el formulario de candidatura anexo, en caso de programación del proyecto,
4. Remitir al Jefe de fila un estado del avance físico, administrativo y financiero periódico;
5. Informar al Jefe de fila sobre las declaraciones de gastos debidamente firmadas, en vista de las solicitudes de pago a cuenta y de saldo de la subvención comunitaria;
6. Remitir al Jefe de fila la documentación correspondiente a la ejecución de acciones del proyecto, en el marco de su responsabilidad para elaborar los informes de actividades;
7. Suministrar la documentación necesaria en los controles y en las certificaciones de gastos. Con este fin, se comprometen a conservar y a tener a disposición durante los 3 años siguientes al pago del saldo de la subvención, el conjunto de los justificantes relativos a los gastos del proyecto.

8. Outre le remboursement au chef de file des indus identifiés à la suite de contrôles, les bénéficiaires s'engagent à honorer les demandes de remboursement émanant de l'Autorité Nationale qui, pour le territoire national auquel ils appartiennent, est responsable in fine de la recouvrement des indus (voir art 7.1.4. convention FEDER).

A l'appui de leurs demandes de paiement FEDER, ils lui fournissent:

- un compte-rendu d'exécution d'une part, et un état récapitulatif détaillé des travaux et dépenses réalisés d'autre part, accompagnés des pièces justificatives et factures acquittées et/ou des pièces comptables permettant de vérifier les paiements effectifs réalisés ;
- un état récapitulatif certifié exact par les responsables administratifs et financiers de la structure, attestant de la perception des cofinancements publics prévus au plan de financement.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DU PROJET – ACTIONS A FINANCER - FINANCEMENT

Le projet prévoit une durée de réalisation de **XXXX** mois. La date prévisionnelle de démarrage est fixée au **XXX**. La date prévisionnelle d'achèvement du projet est fixée au **XXX**.

Les partenaires s'engagent à réaliser et à financer les actions décrites dans le formulaire de candidature, conformément au plan de financement signé annexé à la présente convention.

Afin de permettre la programmation du projet, les décisions d'attributions des cofinancements sollicités devront être obtenues au plus tard lors de la présentation du projet au Comité de Programmation

8. Además de devolver al jefe de fila los pagos indebidos identificados tras los controles, los beneficiarios se comprometen a efectuar el pago de las solicitudes de reembolso que haga la Autoridad Nacional del territorio nacional al que pertenece, que es la responsable de la recuperación de los pagos indebidos (ver art 7.1.4. convenio FEDER).

En apoyo a sus solicitudes de pago FEDER, le suministra(n):

- Un informe de ejecución por una parte, y un estado detallado recapitulativo de los trabajos y gastos realizados por otra, acompañado de los justificantes y de las facturas y/o documentos contables de igual valor probatorio que permitan verificar el pago efectivamente realizado.
- Un recapitulativo certificado *exacto* por los responsables administrativo y financiero de la estructura, que de fe de la percepción de la cofinanciación pública prevista en el plan de financiación.

ARTICULO 5 – PRESENTACION DEL PROYECTO – ACCIONES A FINANCIAR - FINANCIACION

El proyecto prevé una duración de ejecución de **XXXX** meses siendo la fecha prevista de arranque el **XXXX**, y la fecha prevista de conclusión el **XXXX**.

Los socios se comprometen a realizar y financiar las acciones descritas en el formulario de candidatura, de conformidad con el plan de financiación firmado, anexo al presente convenio.

Con el fin de permitir la programación del proyecto, las decisiones de atribuciones de cofinanciación solicitadas deberán obtenerse, como tarde, en el momento de la presentación del proyecto al Comité de

du Programme INTERREG V A Espagne/France/Andorre (POCTEFA) 2014-2020.

- *L'ensemble des cofinancements publics sollicités, voire déjà obtenus, pour la mise en œuvre du projet devront être clairement identifiés en tant que cofinancement octroyé au projet mentionné à l'article 1 de la présente convention.*
- *Si le cofinancement public fait l'objet d'une décision d'octroi antérieure au dépôt du projet au présent Programme communautaire, une lettre de valorisation de la subvention devra être obtenue du co-financeur ; celle-ci devra spécifier son accord pour que le financement soit utilisé en tant que cofinancement public dans le plan de financement du partenaire concerné. Le partenaire devra dans ce cas également justifier que la subvention valorisée ne fait l'objet d'aucune autre demande de subvention auprès d'un autre programme de subvention communautaire.*

COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

La subvention communautaire est calculée par rapport au coût total du projet.

Conformément au plan de financement prévisionnel annexé, le Chef de file sollicite au nom de tous les partenaires la subvention communautaire.

La remontée des dépenses auprès des services chargés du contrôle et de la validation des dépenses devra s'effectuer en continu et à minimal 1 fois par an.

L'Autorité de Certification versera la subvention communautaire aux partenaires, conformément au plan de financement, selon leurs dépenses certifiées et validées par les services en charge du contrôle.

Programación del Programa INTERREG V A España/Francia/Andorra (POCTEFA) 2014-2020.

- *El conjunto de las cofinanciaciones públicas solicitadas, en su caso ya obtenidas, para la puesta en marcha del proyecto, deberán estar claramente identificadas como cofinanciación otorgada al proyecto citado en el artículo 1 del presente convenio.*
- *En el caso en que la cofinanciación pública sea objeto de una decisión de atribución anterior al depósito del proyecto al presente programa comunitario, deberá obtenerse una declaración de imputación de la subvención por parte de la administración pública; ésta deberá de expresar su acuerdo para que la financiación sea utilizada como cofinanciación pública en el plan de financiación del socio en cuestión. El socio deberá también, en este caso, justificar que la subvención valorizada no es objeto de ninguna otra solicitud de subvención dirigida a otro programa de subvención comunitaria.*

COFINANCIACION COMUNITARIA

La subvención comunitaria se calcula en base al coste total del proyecto.

De conformidad con el plan de financiación provisional en anexo, el jefe de fila solicita en nombre de todos los socios la subvención comunitaria.

La recepción de los gastos en los servicios encargados del control y validación de los gastos se hará de manera continua y como mínimo 1 vez al año.

La Autoridad de Certificación pagará la subvención comunitaria a cada uno de los socios, de acuerdo con el plan de financiación, según sus gastos certificados y validados por los servicios encargados del

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS, REVERSEMENT ET RESILIATION :

6.1 Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui devra être soumis à l'approbation des instances de pilotage du projet.

Chaque bénéficiaire participant à l'opération assume la responsabilité en cas d'irrégularités des dépenses qu'il a déclarées.

Par conséquent :

6.2- En cas de non-respect par un (des) partenaire(s) des clauses de la présente convention et en particulier, de la non-exécution totale ou partielle de la part du projet lui (leur) incombant, de la modification du plan de financement ou du programme des travaux sans autorisation préalable, de l'utilisation des fonds non conforme à l'objet de la présente convention ou du refus de se soumettre aux contrôles ; le Chef de file exigera le reversement partiel ou total des sommes FEDER versées à son (ses) partenaire(s).

6.3- Dans les cas visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le(s) partenaire(s) concerné(s) s'engage(nt) à procéder au reversement des fonds FEDER indûment perçus dans les plus brefs délais et, au plus tard dans les 30 jours qui suivent la réception de l'ordre de reversement transmis au Chef de file par l'Autorité de Gestion.

ARTICLE 7 – DUREE

La présente convention entrera en vigueur à partir du **xxxx** et prendra fin à la date d'échéance qui sera fixée par la convention de financement du FEDER.

control.

ARTICULO 6 – MODIFICACIONES, REINTEGRO Y RESCISION

6.1 Cualquier modificación del presente acuerdo será objeto de un apéndice que se someterá a los órganos de coordinación del proyecto.

Cada beneficiario participante en la operación asumirá la responsabilidad en caso de cualquier irregularidad en el gasto que haya declarado.

Por lo tanto:

6.2- En caso de incumplimiento por uno(s) socio(s) de las cláusulas del presente convenio y en particular, de la no ejecución total o parcial de la parte del proyecto que le(s) incumbe, de la modificación del plan de financiación o del programa de los trabajos sin autorización previa, de la utilización de fondos no conforme al objeto del presente convenio o de la negativa a someterse a los controles; el Jefe de fila deberá exigir el reintegro parcial o total de los importes FEDER pagados a su(s) socio(s).

6.3- En los casos citados en los puntos 1 y 2 del presente artículo, el (los) socio(s) en cuestión se compromete(n) a proceder al reintegro de los fondos FEDER indebidamente percibidos en el más breve plazo y, como muy tarde en los 30 días que siguen el recibo de la orden reembolso remitida al Jefe de fila por la Autoridad de Gestión.

ARTICULO 7 – DURACION

El presente convenio entrará en vigor el **xxxx** y finalizará con la fecha del cierre del convenio de financiación del FEDER.

Los socios quedarán sometidos a las disposiciones y a las obligaciones

Les partenaires demeureront soumis aux dispositions et obligations qui en découlent.

ARTICLE 8.- PUBLICITÉ ET COMMUNICATION

8.1- Le premier bénéficiaire et les autres bénéficiaires s'engagent à mettre en œuvre conjointement les actions de communication établies dans le formulaire de candidature (C.5 Action n°2) afin d'assurer une promotion adéquate du projet et des résultats obtenus auprès des destinataires et du public en général.

8.2- Les parties signataires s'engagent à ce que toutes les actions élaborées dans le cadre du projet mentionnent que l'opération réalisée a été sélectionnée dans le cadre du programme opérationnel POCTEFA cofinancé par le FEDER conformément à l'annexe XII paragraphe 2.2 du Règlement communautaire CE 1303/2013 en vigueur. Cette publicité doit comporter obligatoirement le logotype du Programme et de l'Union Européenne.

8.3- Le logotype du Programme doit être utilisé conformément au « Manuel d'identité corporative ». Le logo de l'Union Européenne doit également figurer en respectant les normes graphiques définies dans l'annexe II du règlement (UE) n°821/2014. Cette documentation peut être obtenue auprès du Secrétariat Conjoint.

8.4- Le non respect de la réglementation en matière de publicité peut donner lieu à des corrections financières.

8.5- Le premier bénéficiaire et les autres bénéficiaires s'engagent à informer à l'avance au département de communication du SC des événements organisés afin de donner de la diffusion au projet; notamment sur les événements avec la participation des médias.

que émanan de él.

ARTÍCULO 8.- PUBLICIDAD Y COMUNICACIÓN

8.1- El beneficiario principal así como los demás beneficiarios se comprometen a poner en marcha conjuntamente las acciones de comunicación establecidas en el formulario de candidatura (C.5. Acción número 2) con el objeto de asegurar una adecuada difusión del proyecto y de los resultados alcanzados cara a los potenciales beneficiarios y el público en general.

8.2 Las partes firmantes se comprometen a que cualquier acción elaborada en el marco del programa mencione que la operación realizada ha sido seleccionada en el marco del Programa POCTEFA cofinanciado por el FEDER conforme a lo establecido en las disposiciones establecidas por el anexo XII apartado 2.2 del Reglamento comunitario CE 1303/2013 en vigor. También deberá llevar insertado obligatoriamente los logotipos del Programa y de la Unión Europea.

8.3- El logotipo del Programa deberá ser utilizado de acuerdo al "Manual de Identidad Corporativa". Asimismo, el logo de la Unión Europea debe respetar las normas gráficas establecidas en el Anexo II del Reglamento (UE) n° 821/2014. La documentación para el tratamiento de ambos logotipos podrá ser solicitada en todo momento a la Secretaría Conjunta.

8.4- El incumplimiento de la normativa en materia de información y comunicación puede dar lugar a correcciones financieras.

8.5- El beneficiario principal así como los demás beneficiarios se comprometen a informar con antelación al departamento de comunicación de la SC de los eventos que se organicen para dar difusión al proyecto especialmente aquellos en los que estén invitados los medios de comunicación.

ARTICLE 9.- DIFFUSION ET CAPITALISATION DES RÉSULTATS OBTENUS

9.1 Les bénéficiaires s'engagent à diffuser une présentation des résultats de leur projet et de les transmettre aux Etats membres, à l'Autorité de Gestion et au Secrétariat Conjoint. Par ailleurs, ils s'engagent à transmettre une copie des outils de diffusion et de communication réalisés au Secrétariat Conjoint.

9.2 Le bénéficiaire principal et les autres bénéficiaires doivent prendre en compte que les résultats obtenus doivent pouvoir être accessibles pour le public en général et pour toutes les parties intéressées en particulier. De plus, les bénéficiaires s'engagent à jouer un rôle actif dans toute action de capitalisation diffusion ou valorisation des résultats obtenus dans le cadre du projet.

9.3 La diffusion des résultats doit par ailleurs mentionner que les opinions présentées n'engagent que la responsabilité du bénéficiaire et, par conséquent, elles ne représentent en aucun cas, l'opinion officielle des organes de gestion du programme.

9.4 Les bénéficiaires acceptent que les organes de gestion du programme soient autorisés à diffuser les informations relatives au projet dans le cadre des actions de diffusion et de capitalisation du programme en général (nom de l'entité et coordonnées du premier bénéficiaire, nom des entités des autres bénéficiaires, montant de l'aide octroyée, résultats et produits espérés/obtenus)

ARTICLE 10.- DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Tous les produits (matériels et intellectuels) réalisés dans le cadre du projet appartiennent dans leur intégralité aux bénéficiaires du projet. Les organes de gestion du programme se réservent le droit de les valoriser dans le cadre de la publicité et capitalisation du programme.

ARTICULO 9. DIFUSIÓN Y CAPITALIZACIÓN DE LOS RESULTADOS OBTENIDOS

9.1 Los beneficiarios se comprometen a difundir una presentación de los resultados de su proyecto y a transmitirlos a los Estados Miembros, a la Autoridad de Gestión y a la Secretaría Conjunta. Asimismo, se comprometen a remitir a la Secretaría Conjunta una copia de las herramientas de difusión y comunicación realizadas.

9.2 El beneficiario principal y los otros beneficiarios han de tener en cuenta que los resultados obtenidos deben poder ser accesibles para el público general y para todas las partes interesadas en particular. Además, se comprometen también a tener un papel activo en las acciones de capitalización, difusión y valorización los resultados obtenidos del proyecto.

9.3 La difusión de resultados debe mencionar que las opiniones reflejadas, comprometen únicamente al beneficiario y que, en consecuencia, no representan en ningún caso la opinión oficial de los órganos de gestión del Programa.

9.4 Los beneficiarios aceptan que los órganos de gestión del Programa estén autorizados a difundir la información relativa al proyecto en el marco de las acciones de difusión y de capitalización del Programa en general (nombre de la entidad y datos del beneficiario principal, nombre de las entidades de los otros beneficiarios, montante de ayuda FEDER concedida, resultados y productos esperados/obtenidos).

ARTÍCULO 10.- DERECHOS PROPIEDAD INTELECTUAL

Todos los productos (materiales o inmateriales) creados en el marco del proyecto pertenecen en su integridad a los beneficiarios del proyecto. Los órganos de gestión del Programa se reservan el derecho de destacarlos en el marco de la publicidad y capitalización del

Les droits de propriété intellectuelle et industrielle préexistants qui sont mis à la disposition du projet sont pleinement respectés.

ARTICLE 11 – LITIGES

La présente convention est régie par la législation de l'État où se trouve le Chef de File du projet.

ARTICLE 12 – EQUIVALENCE LINGUISTIQUE

Les versions françaises et espagnoles de la présente convention font également foi.

ARTICLE 13 – ENGAGEMENT DU PARTENARIAT

Le Premier Bénéficiaire et l'ensemble des partenaires du projet:

- Sollicitent auprès de la Communauté de Travail des Pyrénées (CTP), Autorité de Gestion du Programme INTERREG V A Espagne/France/Andorre (POCTEFA), la subvention européenne FEDER conformément au plan de financement en annexe.
- Déclarent avoir sollicité les contreparties publiques prévues au plan de financement du projet (lettres de demandes en annexes).
- Attestent, par la présente, n'avoir pas obtenu, pour les actions prévues dans le projet présenté, d'autres aides ou subventions de l'Union européenne, de l'Etat ou de toute autre collectivité ou structure publique que celles prévues par le plan de financement présenté.
- S'engagent à respecter les obligations nationales et communautaires telles que prévues par les différentes réglementations en vigueur, notamment en matière de passation de marchés publics, de recettes potentielles générées par le projet, de respect des règles en matière de concurrence.
- Certifient l'exactitude des renseignements et des documents joints en annexe.

ARTICLE 14- AIDES D'ÉTAT

Programa. Los derechos de propiedad intelectual e industrial preexistentes puestos a disposición del proyecto han de ser respetados plenamente.

ARTICULO 11 - LITIGIOS

El presente convenio se rige por la legislación del Estado donde se encuentra el Jefe de fila del proyecto.

ARTICULO 12 – EQUIVALENCIA LINGÜÍSTICA

Las versiones españolas y francesas del presente convenio dan fe.

ARTICULO 13 – COMPROMISO DEL PARTENARIADO

El jefe de fila y el conjunto de socios del proyecto

- Solicitan a la Comunidad de Trabajo de los Pirineos (CTP), Autoridad de Gestión del Programa INTERREG V A España/Francia/Andorra (POCTEFA) la subvención europea FEDER conforme al plan de financiación en anexo.
- Declaran haber solicitado las contrapartidas públicas previstas en el plan de financiación del proyecto (cartas de solicitud en anexo).
- Declara, por la presente, no haber recibido, para las acciones previstas en el presente proyecto, otras ayudas o subvenciones de la Unión Europea, del Estado o de otra administración o entidad pública salvo las previstas en el plan de financiación presentado.
- Se comprometen a respetar las obligaciones nacionales y comunitarias tal y como están previstas en los diferentes reglamentos vigentes en particular, en temas de contratación pública, de potenciales ingresos generados por el proyecto, de respeto de las normas en materia de competencia.
- Certifican la exactitud de la información y de los documentos adjuntos en anexo.

ARTICLE 14 – AYUDAS DE ESTADO

En caso de que el Programa notifique la aplicación de la normativa de

Au cas où le Programme notifierait l'application de la réglementation d'aides d'État au bénéficiaire du projet (aides d'Etat de premier niveau), les partenaires s'engagent à la respecter. Au cas où il y aurait des aides d'État de second niveau, le bénéficiaire s'engage à les notifier aux groupes cibles. Dans les rapports intermédiaires et finaux de mise en œuvre, le chef de file fournira une description des mécanismes adoptés pour assurer le respect de ces mesures.

ARTICLE 15 – ANNEXES

Plan de financement signé par les partenaires.

ayudas de Estado al partenariado del proyecto (ayudas de Estado de primer nivel), los socios se comprometen a cumplirla. En caso de ayudas de Estado de segundo nivel, el partenariado se compromete a notificarlo a los usuarios finales. En los informes intermedios y final de ejecución de la operación el Jefe de fila describirá los mecanismos adoptados para el cumplimiento de esta medida.

ARTICULO 15 – ANEXOS

Plan de financiación firmado por los socios.

Fait à <ville>, hecho en <ciudad>
en <chiffre / número> exemplaires / ejemplares,
le <date> / el <fecha>

Pour / Por < Chef de file/Jefe de fila> ,

<fonction et nom / cargo y apellidos>

« *Lu et approuvé* » / « *Conforme* »
Signature et cachet /Firma y sello

Pour / Por < Partenaire 1/Socio 1> ,

<fonction et nom / cargo y apellidos>

« *Lu et approuvé* » / « *Conforme* »
Signature et cachet /Firma y sello

Pour / Por < Partenaire 2/Socio 2> ,

<fonction et nom / cargo y apellidos>

« *Lu et approuvé* » / « *Conforme* »
Signature et cachet /Firma y sello

Pour / Por < Partenaire 3/Socio 3> ,

<fonction et nom / cargo y apellidos>

« *Lu et approuvé* » / « *Conforme* »
Signature et cachet /Firma y sello

D. 3. Le Modèle de détail des dépenses

Vous pouvez accéder [ici](#) à la version Tableau du document.

| Interreg POCTEFA | | D.3. Détail des dépenses: ventilation par ligne budgétaire (indicatif) | | | | | | | | | | Le POCTEFA 2014-2020 est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) | | | Version p: | | |
|--|--|--|--------------|----------------------------------|----------------|---------------|------------------------------|----------------|---------------|------------------------------------|----------------|--|---|----------------|---------------|-------|---------|
| | | NOM DU PARTENAIRE | | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de personnel (option de calcul au coût réel) | Description | | Type d'unité | Action de préparation (Action 0) | | | Action de soutien (Action 1) | | | Action de communication (Action 2) | | | Action X (le même numéro d'actions spécifiques de projet) | | | TOTAL | |
| | Fonction de | Type de personnel | | Observations | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | | Total |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | 0 | | | 14353 | | | 15985,1 | | | 15114,3 | | | 22520,4 |
| Frais de personnel (option de calcul au taux fixe: jusqu'à 20% des coûts directs du projet) | Description | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COSTS BUDGETÉ | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de bureau et frais administratifs (jusqu'à 7,5% des frais de personnel) | Description | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COSTS BUDGETÉ | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de déplacement et d'hébergement | Description | | Type d'unité | Action de préparation (Action 0) | | | Action de soutien (Action 1) | | | Action de communication (Action 2) | | | Action X (le même numéro d'actions spécifiques de projet) | | | TOTAL | |
| | N° d'activités | Priz unitaire | | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | |
| Frais liés au recours à des compétences et à des services externes | Description | | Type d'unité | Action de préparation (Action 0) | | | Action de soutien (Action 1) | | | Action de communication (Action 2) | | | Action X (le même numéro d'actions spécifiques de projet) | | | TOTAL | |
| | Description des services et compétences externes | Procédure de marché (indicative) | | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | |
| Dépenses d'équipement | Description | | Type d'unité | Action de préparation (Action 0) | | | Action de soutien (Action 1) | | | Action de communication (Action 2) | | | Action X (le même numéro d'actions spécifiques de projet) | | | TOTAL | |
| | Description des équipements | Procédure de marché (indicative) | | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | N° d'activités | Priz unitaire | Total | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | *Option spécifique | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | 0 | | | |

D. 4. Le Modèle du plan financier

(Ce document se génère automatiquement dans SIGEFA. Il n'est présenté qu'à titre indicatif)

| Interreg POCTEFA | | Número y acrónimo del Proyecto / Numéro et acronyme du projet | | El POCTEFA 2014-2020 está cofinanciado por el Fondo Europeo de Desarrollo Regional (FEDER) / Le POCTEFA 2014-2020 est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) | | | | | | | |
|--|-------------------------|---|---------|---|---------|------------|-----|---------|---------|----------------|---------|
| PLAN DE FINANCIACION PROVISIONAL DETALLADO / PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DÉTAILLÉ | | | | | | | | | | | |
| Plan fin. por socio / par partenaire | JdF/CdF | Tot. France | | Tot. España | | Tot. FR+ES | | Andorra | | TOTAL PROYECTO | |
| | | € | % | € | % | € | % | € | % | | |
| FEDER | France | | # DIV 0 | 0 | # DIV 0 | | | 0 | # DIV 0 | | |
| | Espana | | # DIV 0 | | # DIV 0 | | | 0 | # DIV 0 | | |
| CPN France | Aquitaine | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Hautes Pyrénées | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Langueadoc - Roussillon | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Pyrénées-Atlantiques | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Hautes Pyrénées | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Hautes Garonne | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Ariège | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Pyrénées Orientales | U | U | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| | Total CPN France | U | # DIV 0 | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U |
| CPN España | Estado España | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | País Vasco | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Navarra | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Aragón | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Cataluña | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | La Rioja | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Guipuzcoa | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Nuesca | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Lleida | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| | Girona | U | U | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U |
| Total CPN España | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U | # DIV 0 | | U | |
| Andorra | | U | U | | | | | U | # DIV 0 | | U |
| Autofin. France | | # DIV 0 | U | # DIV 0 | | | U | # DIV 0 | | U | |
| Autofin. España | | # DIV 0 | | | 0 | # DIV 0 | | 0 | # DIV 0 | | U |
| Total | | 0 | 100 | 0 | 100 | 0 | 100 | 0 | 100 | | 0 |
| | | | | | # DIV 0 | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | # DIV 0 |

D. 5. Le Modèle du tableau des coûts

(Ce document se génère automatiquement dans SIGEF. Il n'est présenté qu'à titre indicatif)

|  | | Projet N° | | Le POCTEFA 2014-2020 est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) | | | | | | | |
|--|--|---------------------|-------------|--|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| Ventilation des actions par partenaires et catégories de dépenses, réparties par année de réalisation | | | | | | | | | | | |
| Actions | Catégorie de dépense | Coût total en euros | % / Total | Partenaire 1 | | | | Partenaire 2 | | | |
| | | | | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
| Préparation | Frais de personnel | 52,00 | 100% | | | | | | | | |
| | Frais de déplacement et d'hébergement | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais liés au recours à des compétences et des services externes | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Total | 52,00 | 100% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Action X | Frais de personnel | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais de bureau et frais administratifs | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais de déplacement et d'hébergement | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais liés au recours à des compétences et des services externes | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Dépenses d'équipements | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Infrastructures et travaux | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Recettes prévisionnelles | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| Total | 0,00 | 0% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Gestion | Frais de personnel | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais de bureau et frais administratifs | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais de déplacement et d'hébergement | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais liés au recours à des compétences et des services externes | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| Total | 0,00 | 0% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| Communication | Frais de personnel | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais de bureau et frais administratifs | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais de déplacement et d'hébergement | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Frais liés au recours à des compétences et des services externes | 0,00 | 0% | | | | | | | | |
| | Total | 0,00 | 0% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total brut par partenaire et par année | | | | 52,00 | | | | | | | |
| % | | | | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Total brut par partenaire | | | | 0,00 | | | | 0,00 | | | 0,00 |
| % | | | | 0,00 | | | | 0,00 | | | 0,00 |
| Coût net (éligible) Total par partenaire et par année | | | | | | | | | | | |
| % | | | | | | | | | | | |
| Total net (éligible) par partenaire | | | | | | | | 0,00 | | | 0,00 |
| % | | | | | | | | | | | |

D. 6. Déclaration responsable du bénéficiaire (DRB)

DÉCLARATION RESPONSABLE DU BÉNÉFICIAIRE

Je soussigné(e), **PRÉNOM ET NOM**, en qualité de représentant(e) légal(e) de **NOM DE L'ENTITÉ**, entité bénéficiaire de la candidature **ACRONYME ET TITRE** présentée dans le cadre du troisième appel à projets du Programme INTERREG VA Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020)

DÉCLARE que :

- **NOM DE L'ENTITÉ** remplit les conditions d'admission de l'appel à projets et qu'aucun motif d'exclusion pour bénéficier d'une subvention conformément à la réglementation de l'UE et à la réglementation nationale n'est applicable.
 - Le/la soussigné(e) peut engager financièrement l'entité ou s'engage à présenter, lors de la résolution du Comité de Programmation, l'accord de l'organisme compétent pour engager financièrement l'entité, conformément au Plan de financement annexé à la présente déclaration.
- En cas de non obtention du cofinancement public demandé dont il est rendu compte dans le plan financier, l'exécution du projet sera effectuée grâce à l'autofinancement.
- Les informations relatives à **NOM DE L'ENTITÉ** contenues dans le formulaire de candidature transmis via la plate-forme informatique SIGEFA sont véridiques et exactes.
 - Les actions et activités de **NOM DE L'ENTITÉ** seront réalisées conformément aux conditions opérationnelles et financières établies dans la candidature (tableau des coûts, plan de financement, feuille de détail des dépenses) et conformément aux règles de l'appel à projets et du Programme INTERREG V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020).
 - Tous les documents requis dans le texte de l'appel à projets en cas d'approbation de la candidature seront envoyés dans les délais requis en version papier originale et en version numérique dans la plateforme SIGEFA, par le bénéficiaire principal/chef de file.
 - **NOM DE L'ENTITÉ** agira conformément aux dispositions des législations européenne et nationale applicables, notamment celles relatives aux marchés publics et aux aides d'État.
 - La candidature respecte la réglementation et les principes de développement durable, d'égalité des chances, de non-discrimination et d'égalité entre hommes et femmes.
 - Le projet, dans sa totalité ou partiellement, n'a pas reçu ni ne recevra d'autres fonds supplémentaires de l'UE pendant toute la durée du projet.
 - **NOM DE L'ENTITÉ** autorise le Consorcio de la Communauté de Travail des Pyrénées à intégrer ses données dans ses fichiers, pour qu'ils soient traités par celui-ci de manière responsable, conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données personnelles (Loi organique 15/1999 du 13 décembre sur la Protection des données à caractère personnel).

Cette déclaration responsable du bénéficiaire ne sera pas valide si elle n'est pas accompagnée des annexes suivantes:

- *ANNEXE I Formulaire d'auto-évaluation des aides d'État (contenant la déclaration de minimis). Elle doit être datée, cachetée et signée par le représentant légal du bénéficiaire, ainsi que le paragraphe 3.1 Déclaration de minimis. Les organismes andorrans ne doivent pas apporter cette ANNEXE I.*
- *ANNEXE II Plan de financement daté, cacheté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est rappelé que les montants inclus dans le Plan de financement doivent être identiques à ceux du SIGEFA.*

À ---- , le **JOUR MOIS** 2019.

SIGNATURE DU REPRÉSENTANT LÉGAL ET CACHET DE L'ENTITÉ

Annexe I de la Déclaration responsable du bénéficiaire : Formulaire d'auto-évaluation de aides d'État et déclaration de minimis

ACRONYME DU PROJET :

NOM DE L'ENTITÉ :

TAILLE DE L'ENTITÉ (nombre d'employés) :

COMPLETEZ L'UNE DES DEUX OPTIONS SUIVANTES (en spécifiant par année) :

- **CHIFFRE D'AFFAIRES** DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES :

- **OU, À DÉFAUT, LE BUDGET ANNUEL** DE L'ENTITÉ DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES :

DÉCLARE QUE (cochez l'une des deux options) :

- **OUI, il s'agit d'une PME** selon les termes de l'Annexe I du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission qui définit la notion de PME (indépendante de la nature juridique de l'entité).

- **NON, il ne s'agit pas d'une PME** selon les termes de l'Annexe I du Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission qui définit la notion de PME (indépendante de la nature juridique de l'entité).

NOM DU RESPONSABLE LÉGAL QUI SIGNE LE DOCUMENT :

FONCTION EXERCÉE :

DATE, SIGNATURE ET CACHET DE L'ENTITÉ :

Pour compléter ce formulaire, consultez les informations recueillies dans la Partie B.6 du Guide du Porteur <https://www.poctefa.eu/fr/documentation/guide-du-porteur-de-projets/>

1. Évaluation de la conformité des aides d'État

Cette section permet à l'entité de vérifier si le projet présenté est soumis à la réglementation des aides de l'État. Nous vous rappelons l'importance de bien argumenter les réponses données aux questions 1.1 et 1.2.

1.1 Activité économique

| | |
|---|---|
| Votre entité participe-t-elle à des activités économiques* dans le cadre de ce projet ? | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| Si oui, précisez l'action en question et comment ces activités constituent des activités économiques. En cas de réponse négative, justifiez également votre réponse. | |

* Définition de l'activité économique : Toute activité qui offre des biens ou des services sur un marché spécifique. Une liste indicative des activités non économiques est détaillée au point B.6.2 du Guide du porteur de projets.

1.2 Avantage

| | |
|--|---|
| L'aide demandée serait-elle un avantage que votre entité n'aurait pas pu obtenir d'une autre manière et qui constitue un avantage par rapport à d'autres entités qui se trouvent dans une situation comparable ? | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| Si oui, précisez l'action en question et indiquez en quoi l'aide publique constituerait un avantage. Si ce n'est pas le cas, justifiez votre réponse. | |

1.3 Conclusion

| | | |
|--|--|--|
| La réglementation sur les aides d'État est-elle applicable à votre entité dans le cadre de ce projet ? | <input type="checkbox"/> OUI Si vous avez répondu « OUI » aux 2 questions précédentes, les activités réalisées dans le cadre du projet doivent être soumises à la réglementation en matière d'aides d'État. | <input type="checkbox"/> NON ⇒ Dans le cas où vous avez répondu « NON » à au moins une des deux questions précédentes (1.1 ou 1.2) : Les activités menées dans le cadre du projet ne sont pas |
|--|--|--|

| | | |
|--|---|---|
| | <p>⇒ RENSEIGNEZ L'ENSEMBLE DU FORMULAIRE D'AUTO-EVALUATION (Y COMPRIS LA SECTION 3.1 DECLARATION DE MINIMIS ET LA SECTION 3.3) pour trouver le cadre juridique de financement légal qui convient le mieux à votre situation.</p> | <p><i>soumises à l'application de la réglementation en matière d'aides d'État et ne sont pas soumises à des restrictions et/ou à des limites de subvention.</i></p> <p>⇒ DANS CE CAS, COMPLÉTEZ ET SIGNEZ UNIQUEMENT LA DECLARATION DE MINIMIS (SECTION 3.1)</p> |
|--|---|---|

2. Informations préalables requises de l'entité afin d'analyser l'application éventuelle du Règlement de minimis n.º1407/2013 et/ou du Règlement Général d'Exemptions par Catégorie (RGEC) n.º651/2014

Les aides d'État sont en principe interdites dans l'Union européenne. En cas de détection d'une aide d'État pour votre entité dans le cadre du projet, la réglementation communautaire en matière de financement est la suivante :

- **Le règlement de minimis : Règlement de minimis n.º1407/2013⁴⁴, Règlement n.º360/2012 de minimis** aux entreprises qui fournissent des services d'intérêt économique général, **Règlement 1408/2013** pour les entreprises qui exercent des activités dans la production primaire de produits agricoles (y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles). Voir la section 3 de ce document.
- **Le Règlement général d'exemption par catégories (ci-après RGEC) n.º 651/2014.** Le programme POCTEFA permet l'utilisation des exemptions prévues aux articles suivants :
 - **Article 20** : Aides aux coûts de la coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne (voir section 4.1).
 - **Article 25** : Aides aux projets de recherche et de développement (section 4.2).
 - **Article 53** : Aides à la culture et à la conservation du patrimoine (voir section 4.3).

Pour l'application éventuelle des exemptions de la RGEC, les informations suivantes doivent être complétées (sections 2.1 et 2.2).

2.1 Type d'entreprise

ATTENTION : Gardez à l'esprit que, pour la Commission européenne, une entreprise est une entité qui exerce une activité économique indépendamment de sa forme juridique ou de sa forme de financement. Par exemple : une municipalité peut être considérée comme une entreprise si elle exerce une activité économique.

⁴⁴ Le Règlement s'appliquera aux entreprises de tous les secteurs, à l'exception de : a) les aides accordées aux entreprises du secteur de la pêche et de l'aquaculture, régies par le règlement (CE) n.º104/2000 du Conseil ; b) les aides accordées à des entreprises produisant des produits agricoles ; c) les aides accordées aux entreprises du secteur de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles, dans les cas suivants : i) lorsque le montant de l'aide est déterminé en fonction du prix ou de la quantité des produits de ce type acquis auprès de producteurs primaires ou commercialisés par les sociétés intéressées, ii) lorsque l'aide est subordonnée au transfert partiel ou total de cette aide aux producteurs primaires ; d) les aides aux activités liées à l'exportation vers des pays tiers ou des États membres, c'est-à-dire les aides directement liées aux quantités exportées, à la mise en place et à l'exploitation d'un réseau de distribution ou à d'autres dépenses courantes liées à l'activité d'exportation ; e) les aides conditionnées à l'utilisation de produits nationaux au lieu de produits importés.

Si vous remplissez cette section, c'est parce que vous avez répondu par l'affirmative à la question 1.1.

| Précisez le type d'entreprise | PMEs (Petites et moyennes entreprises) : ⁴⁵ | | Grande entreprise |
|-------------------------------|--|--|--|
| | | Petite entreprise <input type="checkbox"/> Effectif < 50 personnes Et dont le chiffre d'affaires annuel OU dont le bilan annuel est inférieur à 10 millions d'euros | Entreprise moyenne <input type="checkbox"/> Effectif compris entre 50 et < 250 personnes Et dont le chiffres d'affaires annuel est compris entre 10 et < 50 millions d'euros OU dont le bilan général annuel est compris entre 10 et < 43 millions d'euros |
| | => La norme européenne et le POCTEFA proposent 4 possibilités de financement des activités de votre projet : - Règlement de minimis - Article 25 du RGEC - Article 53 du RGEC - Article 20 du RGEC | => La norme européenne et le POCTEFA proposent 4 possibilités de financement des activités de votre projet : - Règlement de minimis - Article 25 du RGEC - Article 53 du RGEC - Article 20 du RGEC | => La norme européenne et le POCTEFA proposent 3 possibilités de financement des activités de votre projet : - Règlement de minimis - Article 25 du RGEC - Article 53 du RGEC |

2.2 Code NACE

| | |
|---|--|
| Indiquez le code NACE correspondant au secteur d'activité ⁴⁶ | 00.00 (Code de 3 ou 4 chiffres) <i>Exemple : 84.1 ou 84.11</i> |
|---|--|

⁴⁵ Les méthodes de calcul des effectifs et des montants financiers sont spécifiées aux articles 3, 4, 5 et 6 de l'annexe I du Règlement RGEC n.º 651/2014.

⁴⁶ Le code NACE est la Nomenclature statistique des Activités Économiques dans la Communauté européenne, un système de classification des activités économiques regroupant 615 codes à quatre chiffres.
https://ec.europa.eu/eurostat/ramon/nomenclatures/index.cfm?TargetUrl=LST_NOM_DTL&StrNom=NACE_REV2&StrLanguageCode=FR&IntPcKey=&StrLayoutCode=HIERARCHIC&IntCurrentPage=1

3. Éligibilité dans le champ d'application du Règlement de Minimis

COMME INDIQUÉ À LA SECTION 1.3, TOUS LES BÉNÉFICIAIRES DOIVENT REMPLIR, DATER, CACHER ET SIGNER LA DÉCLARATION DE MINIMIS

3.1 Déclaration de minimis (veuillez cocher la case correspondante)

Le/la soussigné(e) DÉCLARE QUE :

L'organisme⁴⁷ qu'il représente (y compris d'autres organisations appartenant au même groupe) **N'A REÇU aucune aide de minimis⁴⁸ au cours de l'exercice en cours et des deux exercices précédents.**

L'organisme⁴⁹ qu'il représente (y compris les autres organisations appartenant au même groupe) **A BIEN REÇU des aides de minimis⁵⁰ au cours de l'exercice en cours et des deux exercices précédents.**

| Organisme ayant accordé l'aide de minimis | Pays ayant accordé l'aide de minimis | Montant de la subvention ⁵¹ octroyée | Date d'octroi de la subvention |
|---|--------------------------------------|---|--------------------------------|
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| TOTAL | | | |

Dans le cas où la subvention INTERREG V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020) serait octroyée à titre d'aide de minimis, ON S'ENGAGE À ne recevoir, individuellement ou cumulativement, aucune aide présentant le même caractère de minimis sur une période de trois ans à compter de la date de la concession, dépassant la limite fixée par la réglementation européenne.

NOM DU RESPONSABLE LÉGAL QUI SIGNE LE DOCUMENT :

FONCTION EXERCÉE :

DATE, SIGNATURE ET CACHET :

⁴⁷ La notion d'« entreprise unique » est définie à l'article 2 (2) du Règlement de minimis et à l'annexe I du Règlement n.º 651/2014 de la Commission.

⁴⁸ Conformément au règlement (UE) N° 1407/2013 DE LA COMMISSION du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, le Règlement UE 360/2012 du 25 avril 2012 sur l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne pour les aides de minimis octroyées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, le Règlement UE 1408/2013 du 18 décembre 2013 sur l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur agricole.

⁴⁹ Voir la note en bas de page n°4.

⁵⁰ Voir la note en bas de page n°5.

⁵¹ Préciser le montant de la subvention équivalente dans le cas d'autres types d'aide (prêts bonifiés, subventions en nature, etc.).

3.2 Subvention maximale autorisée

| | |
|--|---|
| <p>A. Limite de l'aide dans le cadre de la réglementation de minimis</p> | <p>- 200 000 € par État membre, jusqu'à 65 % des coûts supportés par l'organisme ou 100 000 € pour les entreprises qui effectuent des opérations de transport de marchandises par route pour le compte de tiers (Règlement de minimis n°1407/2013). - 15 000 € dans le secteur de l'agriculture par État membre (1ères transformations agricoles), jusqu'à 65 % des coûts supportés par l'organisme (Règlement 1408/2013). - 500 000 € de SIEG par État membre, jusqu'à 65 % des coûts supportés par l'organisme (Règlement n°360/2012 de minimis).</p> |
| <p>B- Aides de minimis précédemment reçues au cours d'une période de trois exercices</p> | <p>Total de la colonne « Montant » de la subvention octroyée</p> |
| <p>C- Montant maximal de l'aide publique autorisée pour l'organisme</p> | <p>C = A-B</p> |

3.3 Conclusion

| | | |
|---|--|--|
| <p>L'aide du programme INTERREG V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020) sera-t-elle octroyée dans le cadre du régime de minimis?</p> | <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>=> Le montant de la subvention sera calculé selon les conditions décrites à la section 3.2.</p> <p><i>(Vous pouvez consulter les sections suivantes pour étudier d'autres possibilités de financement)</i></p> | <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>=> Rendez-vous sur les sections suivantes pour étudier d'autres possibilités de financement (voir le point 4).</p> |
|---|--|--|

4. Éligibilité dans le champ d'application du Règlement d'Exemption par Catégories n°651/2014

L'application du RGEC exige que l'organisme n'ait pas démarré le projet avant la date de soumission de la candidature.

ATTENTION : n'oubliez pas que, dans certains cas, l'application du RGEC peut déboucher sur des règles plus restrictives que celles indiquées pour l'éligibilité des dépenses établies dans le Guide du promoteur de l'INTERREG V-A-Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020).

| | | |
|--|--|---|
| <p>La partie du projet réalisée par le bénéficiaire a-t-elle commencé avant la date de soumission du formulaire de candidature sur la plateforme SIGEFA?</p> | <p>NON <input type="checkbox"/></p> <p>=> Vous pouvez consulter les sections suivantes pour étudier les possibilités de financement du RGEC n°651/2014.</p> | <p>OUI <input type="checkbox"/></p> <p>=> Les actions de votre projet ne sont pas compatibles avec l'application du Règlement. Complétez directement la section 5.</p> |
|--|--|---|

4.1. Éligibilité dans le champ d'application de l'article 20 du RGEC : Aides couvrant les coûts de coopération supportés par les PME participant à des projets de coopération territoriale européenne

L'application de cet article n'est possible que si votre organisation répond à la définition d'une PME.

| | | |
|---|---|--|
| <p>Votre organisme est une PME (selon la réponse donnée au point 2.1)</p> | <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>=> Votre organisme peut accéder à une subvention dans le cadre de l'article 20 du RGEC.</p> | <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>=> Vous ne pouvez pas utiliser ce schéma d'aide : vous pouvez vous rendre aux sections suivantes (section 4.2: article 25 du RGEC ou section 4.3 article 53 du RGEC)</p> |
|---|---|--|

4.1.1 Coûts admissibles

| | | |
|---|---|--|
| <p>Les dépenses du projet sont-elles comprises dans les coûts admissibles suivants? Spécifiez lesquels.</p> | <p>a) les coûts liés à la coopération organisationnelle, y compris les coûts de personnel et de bureaux, dans la mesure où ils sont afférents au projet de coopération;</p> | <p>OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/></p> |
| | <p>b) les coûts liés aux services de conseil et d'appui à la coopération fournis par des conseillers et des prestataires de services externes. Les services mentionnés à la lettre b) ne constituent pas une activité permanente ou périodique et sont sans rapport avec les dépenses de fonctionnement habituelles de l'entreprise, telles que celles liées aux services réguliers de conseil fiscal ou juridique, ou à la publicité courante.</p> | <p>OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/></p> |

| | | |
|--|---|--|
| | <p>c) les frais de déplacement, les dépenses d'équipement et d'investissement directement liées au projet, ainsi que l'amortissement des instruments et des équipements utilisés directement pour le projet en cause.</p> | <p>OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/></p> |
|--|---|--|

4.1.2 Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics prévus dans le projet) et montant maximal de l'aide publique :

| | |
|--|-----------------------------------|
| <p>Pourcentage maximal de l'aide (FEDER + autres cofinancements publics fournis dans le cadre du projet)</p> | <p>50 % des coûts admissibles</p> |
|--|-----------------------------------|

4.1.3. Conclusion

| | | |
|---|---|--|
| <p>L'aide du Programme INTERREG V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020) sera-t-elle octroyée au titre de l'article 20 du RGEC?</p> | <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>⇒ Le montant de la subvention sera calculé selon les conditions définies à la section 4.1.2.</p> <p><i>(Vous pouvez vous rendre aux points suivants pour étudier d'autres possibilités de financement)</i></p> | <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>⇒ Vous ne pouvez pas utiliser ce régime d'aide ; vous pouvez basculer vers le régime d'aide suivant (section 4.2: article 25 du RGEC ou section 4.3 article 53 du RGEC).</p> |
|---|---|--|

4.2 Éligibilité dans le champ d'application de l'article 25 du RGEC : aides aux projets de recherche et de développement⁵² :

Attention : Veuillez noter que, dans certains cas, l'application de cet article 25 peut déboucher sur des règles plus restrictives que celles indiquées pour l'éligibilité des dépenses établies dans le Guide du porteur de l'INTERREG V-A-Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020). Dans ce cas, les catégories de dépenses du Programme doivent être respectées avec les restrictions imposées dans cet article.

| | | |
|---|---|---|
| <p>La partie du projet réalisée par les partenaires correspond à l'un des 4 types de recherche et développement suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - recherche fondamentale - recherche industrielle ; - développement expérimental ; - études de faisabilité. | <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>Indiquez à quel type de recherche et développement correspond :</p> <p><input type="checkbox"/> recherche fondamentale⁵³</p> <p><input type="checkbox"/> recherche industrielle⁵⁴ ;</p> <p><input type="checkbox"/> développement expérimental⁵⁵ ;</p> <p><input type="checkbox"/> études de faisabilité⁵⁶</p> <p>Justifiez votre choix :</p> <p>=> Le montant de la subvention sera calculé selon les conditions établies aux sections 4.2.2 et 4.2.3.</p> | <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>=> Vous ne pouvez pas utiliser ce régime d'aide ; vous pouvez passer au suivant (section 4.3: article 53 du RGEC)</p> |
|---|---|---|

4.2.1 Coûts admissibles

⁵² La description de cet article a été volontairement simplifiée pour faciliter la lecture. Vous pouvez le consulter dans son intégralité dans le texte du Règlement (UE) n°651/2014 du 17 juin 2014.

⁵³ « **recherche fondamentale** » : travaux expérimentaux ou théoriques entrepris dans le but primordial d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements sous-jacents des phénomènes et les faits observables, sans perspectives d'application ni d'utilisation commerciale directe ;

⁵⁴ « **recherche industrielle** » : les recherches planifiées ou les études critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et compétences pouvant être utiles pour développer de nouveaux produits, processus ou services, ou permettre d'améliorer considérablement les produits existants ; comprend la création de composants de systèmes complexes et peut inclure la construction de prototypes dans un environnement de laboratoire ou dans un environnement avec des interfaces simulées avec des systèmes existants, comme des lignes pilotes, le cas échéant, pour la recherche industrielle et, en particulier, pour la validation de la technologie générique ;

⁵⁵ « **développement expérimental** » : l'acquisition, la combinaison, la configuration et l'utilisation de connaissances et de techniques déjà existantes, de nature scientifique, technologique, commerciale ou autre, en vue du développement de produits, procédés ou services nouveaux ou améliorés ; il peut également inclure, par exemple, des activités de définition conceptuelle, de planification et de documentation de nouveaux produits, processus ou services ; le développement expérimental peut inclure la création de prototypes, la démonstration, la préparation de projets pilotes, le test et la validation de produits, procédés ou services nouveaux ou améliorés, dans des environnements représentatifs de conditions de fonctionnement réelles, à condition que l'objectif principal soit de fournir de nouvelles améliorations techniques aux produits, processus ou services qui ne sont pas établis de manière substantielle ; peut inclure le développement de prototypes ou de projets pilotes pouvant être utilisés commercialement quand ils constituent nécessairement le produit commercial final et que sa fabrication est trop onéreuse pour son utilisation exclusive à des fins de démonstration et de validation ; le développement expérimental n'inclut pas les modifications habituelles ou périodiques apportées aux produits, lignes de production, processus de fabrication, services existants et autres opérations en cours, même si ces modifications peuvent représenter des améliorations de ces derniers ;

⁵⁶ « **étude de faisabilité** » : l'évaluation et l'analyse du potentiel d'un projet, avec pour objectif de soutenir le processus de prise de décision de manière objective et rationnelle, de découvrir ses forces et ses faiblesses, ainsi que ses opportunités et ses menaces, et de déterminer les ressources nécessaires pour le mener à bien et, finalement, ses perspectives de succès ;

| | | |
|--|---|---|
| <p>Coûts admissibles : Les dépenses du projet sont-elles comprises dans les coûts admissibles suivants? Spécifiez lesquels</p> | a) les frais de personnel : chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui s'ils sont employés pour le projet; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | b) les coûts des instruments et du matériel , dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. Lorsque ces instruments et ce matériel ne sont pas utilisés pendant toute leur durée de vie dans le cadre du projet, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | c) les coûts des bâtiments et des terrains , dans la mesure où et aussi longtemps qu'ils sont utilisés pour le projet. En ce qui concerne les bâtiments, seuls les coûts d'amortissement correspondant à la durée du projet, calculés conformément aux principes comptables généralement admis, sont jugés admissibles. Pour ce qui est des terrains, les frais de cession commerciale ou les coûts d'investissement effectivement supportés sont admissibles; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | d) les coûts de la recherche contractuelle , des connaissances et des brevets achetés ou pris sous licence auprès de sources extérieures à des conditions de pleine concurrence, ainsi que les coûts des services de conseil et des services équivalents utilisés exclusivement aux fins du projet; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | e) les frais généraux additionnels et les autres frais d'exploitation , notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires, supportés directement du fait du projet. | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | f) les coûts admissibles pour les études de faisabilité correspondent aux coûts de l'étude. | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |

4.2.2 : Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics prévus dans le projet) et montant maximal de l'aide publique :

| Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics prévus dans le projet) et montant maximal de l'aide publique | Montant maximal de l'aide publique | Petite entreprise Taux maximum | Moyenne entreprise Taux maximum | Grande entreprise Taux maximum |
|---|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| Recherche fondamentale | 40 millions d'euros | 100 % <input type="checkbox"/> | 100 % <input type="checkbox"/> | 100 % <input type="checkbox"/> |
| Études de viabilité | 7,5 millions d'euros | 70 % | 60 % | 50 % |

| | | | | |
|--|--|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| Recherche industrielle | 20 millions d'euros | 70 % <input type="checkbox"/> | 60 % <input type="checkbox"/> | 50 % <input type="checkbox"/> |
| Développement expérimental | 15 millions d'euros | 45 % <input type="checkbox"/> | 35 % <input type="checkbox"/> | 25 % <input type="checkbox"/> |
| <p>Possibilité d'une augmentation de 15 points de pourcentage de financement pour :</p> <p>- Recherche industrielle - Développement expérimental</p> <p>Remarque : le pourcentage maximum de cofinancement public ne devra pas dépasser 80 % (FEDER + autres cofinancements publics prévus).</p> | <p>Le projet repose sur une collaboration efficace :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entre des entreprises qui comprennent au moins une PME, ou qui sont développées dans au moins deux États membres ou dans un État membre et une partie contractante à l'accord de l'EEE et dont aucune entreprise ne supporte seule plus de 70 % des coûts admissibles; <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <p>Si oui, précisez comment cette condition est remplie :</p> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - entre une entreprise et un ou plusieurs organismes de recherche et de diffusion des connaissances, assumant au moins 10 % des coûts admissibles et ayant le droit de publier les résultats de leurs propres recherches ; <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <p>Si oui, précisez comment cette condition est remplie :</p> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats du projet sont largement diffusés au moyen de conférences, de publications, de bases de données en libre accès ou de logiciels libres ou à code source ouvert. <p>Précisez votre engagement en matière de diffusion :</p> | | | |
| <p>Conclusions : Préciser le pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autre cofinancement public prévu dans le projet) et le montant maximal de l'aide publique.</p> | <p>Montant maximal de l'aide publique :€ Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autre cofinancement public prévu) %</p> | | | |

4.2.3 Conclusion

| | | |
|---|--|--|
| <p>L'aide du Programme INTERREG V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020) sera-t-elle octroyée au titre de l'article 25 du RGEC?</p> | <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>⇒ Le montant de la subvention sera calculé selon les conditions définies à la section 4.2.2.</p> | <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>⇒ Vous ne pouvez pas utiliser ce régime d'aide ; vous pouvez passer au suivant (section 4.3: article 53 du RGEC).</p> |
|---|--|--|

4.3 Éligibilité dans le champ d'application de l'article 53 du RGEC : aides à la culture et à la conservation du patrimoine⁵⁷

Attention : Veuillez noter que, dans certains cas, l'application de cet article 53 peut déboucher sur des règles plus restrictives que celles indiquées pour l'éligibilité des dépenses établies dans le Guide du porteur de l'INTERREG V-A-Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020). Dans ce cas, les catégories de dépenses du Programme doivent être respectées avec les restrictions imposées dans cet article.

| Les dépenses du projet sont-elles comprises dans les coûts admissibles suivants? ⁵⁸ Spécifiez lesquels | Type d'activité | Sélectionnez et spécifiez |
|--|--|--|
| Aides publiques accordées en faveur des objectifs et activités culturels suivants (préciser lesquels) | a) les musées, les archives, les bibliothèques, les centres ou espaces artistiques et culturels, les théâtres, les cinémas, les opéras, les salles de concert, les autres organisations de spectacles vivants, les institutions chargées du patrimoine cinématographique et les autres infrastructures, organisations et institutions artistiques et culturelles similaires; | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Préciser..... |
| | b) le patrimoine matériel, ce qui inclut toutes les formes de patrimoine culturel mobilier ou immobilier ainsi que les sites archéologiques, les monuments, les sites et bâtiments historiques; le patrimoine naturel lié au patrimoine culturel ou officiellement reconnu comme appartenant au patrimoine culturel ou naturel par les autorités publiques compétentes d'un État membre; | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Préciser..... |
| | c) le patrimoine immatériel sous toutes ses formes, y compris les coutumes et l'artisanat folkloriques; | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Préciser..... |
| | d) les événements et performances artistiques ou culturels, les festivals, les expositions et les autres activités culturelles similaires ; | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Préciser..... |
| | e) les activités d'éducation culturelle et artistique ainsi que la promotion de la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles au moyen de | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Préciser..... |

⁵⁷ La description de cet article a été volontairement simplifiée pour faciliter la lecture. Vous pouvez le consulter intégralement dans le texte du règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 et consulter ainsi d'autres cas particuliers.

⁵⁸ Attention ! Les activités listées proviennent du RGEC ; elles ne correspondent pas nécessairement aux activités éligibles du programme.

| | | |
|--|--|--|
| | programmes éducatifs et de programmes plus larges de sensibilisation du public, y compris grâce à l'utilisation de nouvelles technologies; | |
| | f) l'écriture, l'édition, la production, la distribution, la numérisation et la publication d'œuvres musicales et littéraires, y compris de traductions. | <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Préciser..... |

4.3.1. Coûts admissibles :

| | | |
|--|---|---|
| Les dépenses du projet sont-elles comprises dans les coûts admissibles suivants? Spécifiez lesquels | Pour les aides à l'investissement, en particulier pour la construction ou l'amélioration d'infrastructures culturelles, les coûts admissibles peuvent être : | |
| | a) les coûts de construction, de modernisation, d'acquisition, de conservation ou d'amélioration de l'infrastructure, pour autant que chaque année, sa capacité, tant en termes de temps que d'espace, soit utilisée au moins à 80 % à des fins culturelles; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | b) les coûts d'acquisition, ce qui inclut la location-vente, le transfert de possession ou le déplacement physique du patrimoine culturel; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | c) les coûts de sauvegarde, de préservation, de restauration et de réhabilitation du patrimoine culturel matériel et immatériel, ce qui inclut les coûts supplémentaires générés par le stockage dans des conditions appropriées et l'utilisation d'outils et de matériaux spéciaux ainsi que les coûts de documentation, de recherche, de numérisation et de publication; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | d) les coûts supportés pour rendre le patrimoine culturel plus accessible au public, ce qui inclut les coûts liés à la numérisation et à d'autres nouvelles technologies, les coûts engagés pour améliorer l'accessibilité pour les personnes ayant des besoins particuliers (rampes et ascenseurs destinés aux personnes handicapées, indications en braille, expositions touche-à-tout dans les musées, notamment) et pour promouvoir la diversité culturelle en matière de présentations, de programmes et de visiteurs; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | e) les coûts des projets et activités culturels, des programmes de coopération et d'échange et des subventions, ce qui inclut les coûts des procédures de sélection, les coûts de promotion et les coûts supportés directement du fait du projet. | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | Pour les aides au fonctionnement, les coûts admissibles : | |
| | a) les coûts des institutions culturelles ou des sites du patrimoine liés aux activités permanentes ou | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |

| | | |
|--|--|---|
| | périodiques telles que les expositions, les manifestations et événements et les activités culturelles similaires qui se déroulent dans le cours normal de l'activité; | |
| | b) les activités d'éducation culturelle et artistique ainsi que la promotion de la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles au moyen de programmes éducatifs et de programmes plus larges de sensibilisation du public, y compris grâce à l'utilisation de nouvelles technologies; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | c) les coûts supportés pour améliorer l'accès du public aux sites et activités des institutions culturelles ou du patrimoine, notamment les coûts de numérisation et d'utilisation des nouvelles technologies, ainsi que les coûts supportés pour améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | d) les coûts de fonctionnement directement liés au projet ou à l'activité culturels, tels que les coûts de location simple ou avec option d'achat de biens immobiliers et de lieux culturels, les frais de voyage, les équipements et fournitures directement liés au projet ou à l'activité culturels, les structures architecturales utilisées pour les expositions et les décors, les prêts, la location avec option d'achat et l'amortissement des instruments, des logiciels et des équipements, les coûts liés aux droits d'accès aux œuvres protégées par des droits d'auteur et à d'autres contenus protégés par des droits de propriété intellectuelle, les coûts de promotion et les coûts supportés directement du fait du projet ou de l'activité; les charges d'amortissement et les coûts de financement ne sont admissibles que s'ils n'ont pas été couverts par une aide à l'investissement; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | e) les coûts du personnel travaillant pour l'institution culturelle ou le site du patrimoine ou pour un projet; | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |
| | f) les coûts des services de conseil et de soutien fournis par des consultants et prestataires de services extérieurs, supportés directement du fait du projet. | OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> |

4.3.2. Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics prévus dans le projet) et montant maximal de l'aide publique :

| Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autre cofinancement public) et montant maximal de l'aide publique | Aide publique demandée | Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics) | Choisir |
|--|----------------------------|--|--------------------------|
| Activités d'écriture, d'édition, de production, de distribution, de numérisation et d'édition de musique et littérature, y compris les traductions | — | 70 % | <input type="checkbox"/> |
| Activités culturelles prévues aux points a, b c d e du tableau 4.3.1 | Jusqu'à 2 millions d'euros | 80 % | <input type="checkbox"/> |
| | Si > 2 millions d'euros | <p>Dans les aides à l'investissement, le montant de l'aide ne doit pas dépasser la différence entre les coûts admissibles et le bénéfice d'exploitation de l'investissement. Le bénéfice opérationnel sera déduit des coûts admissibles <i>ex ante</i>, sur la base de prévisions réalistes ou par le biais d'un mécanisme de remboursement.</p> <p>L'exploitant de l'infrastructure sera autorisé à conserver un bénéfice raisonnable pendant la période de référence.</p> <p>Dans l'aide au fonctionnement, le montant de l'aide doit être supérieur à ce qui est nécessaire pour couvrir les pertes d'exploitation et un bénéfice raisonnable au cours de la période de référence. Cela sera garanti <i>ex ante</i>, sur la base de prévisions réalistes ou par le biais d'un mécanisme de remboursement.</p> | <input type="checkbox"/> |

| | |
|---|---|
| <p>Conclusions : Préciser le pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements) et le montant maximal de l'aide publique</p> | <p>Montant maximal de l'aide publique :€ Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics) :%</p> |
|---|---|

4.3.3. Conclusion :

| | | |
|--|--|--|
| <p>L'aide du Programme INTERREG V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020) sera-t-elle octroyée au titre de l'article 53 du RGEC ?</p> | <p>Oui <input type="checkbox"/></p> <p>=> Le montant de la subvention sera calculé selon les conditions définies à la section 4.3.2.</p> | <p>Non <input type="checkbox"/></p> <p>=> Vous ne pouvez pas utiliser ce schéma d'aide.</p> |
|--|--|--|

Vous avez atteint la fin du formulaire d'auto-évaluation. Votre projet peut être soumis à différents types de régimes d'aide en fonction des conclusions des points précédents. Indiquez les conclusions et précisez le pourcentage et le montant maximum de l'aide publique, ainsi que la possibilité de financement qui vous semble le plus approprié pour votre projet.

Reportez les conclusions de chaque point précédent dans le tableau suivant :

| Possibilités de financement | Sélectionnez la ou les options qui pourraient être applicables | Pourcentage maximal de cofinancement public (FEDER + autres cofinancements publics) | Montant maximal de l'aide publique | Parmi les options sélectionnées dans la colonne 2, indiquez laquelle est privilégiée pour votre organisme |
|-----------------------------|--|---|------------------------------------|---|
| De minimis | <input type="checkbox"/> | % | € | <input type="checkbox"/> |
| Art. 20 RGEC | <input type="checkbox"/> | % | € | <input type="checkbox"/> |
| Art. 25 RGEC | <input type="checkbox"/> | % | € | <input type="checkbox"/> |
| Art.53 RGEC | <input type="checkbox"/> | % | € | <input type="checkbox"/> |

Une fois l'option de financement sélectionnée, remplissez le plan de financement simplifié ci-dessous et le plan de financement détaillé dans la candidature. Les données de ces derniers doivent être cohérentes. En cas de doute, veuillez contacter le Secrétariat Conjoint.

Plan de financement :

Coût total de l'organisme : _____ €

Montant FEDER demandé par l'organisme : _____ €

Montant des autres cofinancements publics prévus : _____ €

Pourcentage de cofinancement public : (FEDER + cofinancement) / Coût total de l'organisme = _____ %

Annexe II de la Déclaration responsable pour le bénéficiaire : Plan de financement signé

Vous devez joindre le Plan de financement généré par la plate-forme SIGEFA avec la date, le cachet et la signature

| | | | | | | | | | | | |
|---|-------|----------|-----------|---|-------------|-----|-----|---|----------|-----|---|
| Proyecto / Projet EFAXX/19 XXX | | | | | | | | | | | |
| PLAN DE FINANCIACIÓN / PLAN DE FINANCEMENT | | | | | | | | | | | |
| | | FEDER | | | COFIN. PUB. | | | | AUTOFIN. | | |
| SOCIOS / PARTENAIRES | TOTAL | FEDER FR | FEDER ESP | % | FR | ESP | AND | % | FR | ESP | % |
| 1º Beneficiario/1er Bénéf | | | | | | | | | | | |
| % 1º/ 1er Benefic. | | | | | | | | | | | |
| Benefic 2 | | | | | | | | | | | |
| % Benefic. 2 | | | | | | | | | | | |
| Benefic 3 | | | | | | | | | | | |
| % Benefic. 3 | | | | | | | | | | | |
| TOTAL ES-FR | | | | | | | | | | | |
| % Benefic. ESP - FR | | | | | | | | | | | |
| Andorra | | | | | | | | | | | |
| % Socios/ Partenaires AND | | | | | | | | | | | |
| TOTAL ESP-FR-AND | | | | | | | | | | | |
| Fecha / Date: | | | | | | | | | | | |
| Firmante / Signataire: | | | | | | | | | | | |



Interreg
POCTEFA



D. 7. Outils

D. 7.1 Infographie

TRAITEMENT DES RECETTES

dans les projets approuvés dans le cadre du Programme POCTEFA 14-20 V-A Espagne-France- Andorre

| | COUT TOTAL ELIGIBLE DU PROJET | LES RECETTES SONT-ELLES DEDUITES DES DEPENSES ELIGIBLES (DECLAREES ET VALIDEES)? | A QUEL MOMENT LES RECETTES DOIVENT-ELLES ETRE DECLAREES? |
|--|--|--|--|
| RECETTES NETTES PENDANT LE PROJET <small>Art. 65.9 Regl. (UE) 1303/2013</small> | < 50k€ | NON <small>Art. 65.8i du Regl. (UE)1303/2013</small> | Dans les déclarations de dépenses et de financement: indiquer 0,00€ de recettes. |
| | ≥ 50k€ | OUI Les recettes nettes (recette brute – dépenses d'exploitation non déclarées dans le projet). | Dans les Déclarations de dépenses et de financement dans la plate-forme SIGEFA pendant la durée du projet et dans la dernière Déclaration de dépenses et de financement. |
| | Subvention concédée sous le régime des Aides d'Etat <small>Conformément à l'article 272 du Règlement Omnibus 2018/1046, modifié par le Règlement (UE) 1303/2013.</small> | NON | Dans les Déclarations de dépenses et de financement : indiquer 0,00€ de recettes. |
| RECETTES NETTES APRÈS (OU PENDANT ET APRÈS) LE PROJET <small>Art. 61 Regl. (UE) 1303/2013 Art. 15-19 Regl. (UE) 480/2014</small> | < 1Mio€ | NON Mais il faut justifier de manière objective et que le SC valide qu'il y aura des recettes après. <small>Art. 61.7b du Regl. (UE)1303/2013</small> | Dans les Déclarations de dépenses et de financement: indiquer 0,00€ de recettes. |
| | ≥ 1Mio€ | SI LES RECETTES SONT ESTIMABLES: OUI La période d'estimation des recettes nettes actualisées varie entre 10 et 30 ans. <small>Art. 61.3b du Regl. (UE) 1303/2013 et 15-19 Regl. (UE) 480/2014 L'annexe 1 du Règlement (UE) n°480/2014 détaille les périodes de référence en années selon les domaines.</small> | Elles sont estimées dans le formulaire de candidature ou au début du projet et seront révisées dans la dernière déclaration de dépenses et de financement. |
| | | SI LES RECETTES NE SONT PAS ESTIMABLES: OUI Il faut justifier de manière objective que les recettes ne peuvent pas être estimées. Si la recette nette (recette brute - dépenses d'exploitation non déclarées dans le projet) est générée pendant le projet (si il y en a eu) et pendant les 3 années qui ont suivi la fin du projet. <small>Art. 61.3b et Art. 61.5-6 du Regl. (UE) 1303/2013</small> | Dans les Déclarations de dépenses et de financement, dans la plate-forme SIGEFA, pendant la durée du projet et les 3 années qui suivent la date de finalisation du projet. |
| | Subvention concédée sous le régime des Aides d'Etat <small>Conformément à l'article 272 du Règlement Omnibus 2018/1046, modifié par le Règlement (UE) 1303/2013.</small> | NON | Dans les Déclarations de dépenses et de financement : indiquer 0,00€ de recettes. |

D.7.2 Modèle de calcul

Modèle de calcul disponible ici : https://www.poctefa.eu/wp-content/uploads/2021/08/Tableur_deficit-de-financement_recette_CICC_ANCT_2020.xlsx



Annexe 5 : Recettes nettes

Programmation FEDER POCTEFA 2014-2020

Méthode 1 : Estimation du déficit de financement

A remplir si le coût total éligible de l'opération excède 1 million d'€ et si l'opération génère des recettes nettes après sa mise en œuvre.
(Article 61 du Règlement 1303/2013)

Acronyme de l'opération: _____
 Numéro EFA : _____
 Nom de la personne de contact: _____
 Fonction de la personne à: _____
 Nom du responsable financier: _____

Étape n°1 : Calcul des valeurs actualisées

| Année | Période | Investissement | | | Exploitation (hors amortissement et frais) | | | Recettes | | | Valeur résiduelle | | | Flux de trésorerie net |
|-------|---------|-----------------------|----------------------|--------------------------------|--|----------------------|--------------------------------|----------|----------------------|--------------------------------|-------------------|----------------------|--------------------------------|------------------------|
| | | Coût d'investissement | coût d'actualisation | valeur actualisée à l'époque t | Coût d'exploitation | coût d'actualisation | valeur actualisée à l'époque t | Recettes | coût d'actualisation | valeur actualisée à l'époque t | Valeur résiduelle | coût d'actualisation | valeur actualisée à l'époque t | |
| 1 | | 1,04 | - | 1,04 | 1,04 | - | 1,04 | 1,04 | - | 1,04 | 1,04 | - | 1,04 | - |
| 2 | | 1,08 | - | 1,08 | 1,08 | - | 1,08 | 1,08 | - | 1,08 | 1,08 | - | 1,08 | - |
| 3 | | 1,12 | - | 1,12 | 1,12 | - | 1,12 | 1,12 | - | 1,12 | 1,12 | - | 1,12 | - |
| 4 | | 1,17 | - | 1,17 | 1,17 | - | 1,17 | 1,17 | - | 1,17 | 1,17 | - | 1,17 | - |
| 5 | | 1,22 | - | 1,22 | 1,22 | - | 1,22 | 1,22 | - | 1,22 | 1,22 | - | 1,22 | - |
| 6 | | 1,27 | - | 1,27 | 1,27 | - | 1,27 | 1,27 | - | 1,27 | 1,27 | - | 1,27 | - |
| 7 | | 1,32 | - | 1,32 | 1,32 | - | 1,32 | 1,32 | - | 1,32 | 1,32 | - | 1,32 | - |
| 8 | | 1,37 | - | 1,37 | 1,37 | - | 1,37 | 1,37 | - | 1,37 | 1,37 | - | 1,37 | - |
| 9 | | 1,42 | - | 1,42 | 1,42 | - | 1,42 | 1,42 | - | 1,42 | 1,42 | - | 1,42 | - |
| 10 | | 1,48 | - | 1,48 | 1,48 | - | 1,48 | 1,48 | - | 1,48 | 1,48 | - | 1,48 | - |
| 11 | | 1,54 | - | 1,54 | 1,54 | - | 1,54 | 1,54 | - | 1,54 | 1,54 | - | 1,54 | - |
| 12 | | 1,60 | - | 1,60 | 1,60 | - | 1,60 | 1,60 | - | 1,60 | 1,60 | - | 1,60 | - |
| 13 | | 1,67 | - | 1,67 | 1,67 | - | 1,67 | 1,67 | - | 1,67 | 1,67 | - | 1,67 | - |
| 14 | | 1,73 | - | 1,73 | 1,73 | - | 1,73 | 1,73 | - | 1,73 | 1,73 | - | 1,73 | - |
| 15 | | 1,80 | - | 1,80 | 1,80 | - | 1,80 | 1,80 | - | 1,80 | 1,80 | - | 1,80 | - |
| 16 | | 1,87 | - | 1,87 | 1,87 | - | 1,87 | 1,87 | - | 1,87 | 1,87 | - | 1,87 | - |
| 17 | | 1,95 | - | 1,95 | 1,95 | - | 1,95 | 1,95 | - | 1,95 | 1,95 | - | 1,95 | - |
| 18 | | 2,03 | - | 2,03 | 2,03 | - | 2,03 | 2,03 | - | 2,03 | 2,03 | - | 2,03 | - |
| 19 | | 2,11 | - | 2,11 | 2,11 | - | 2,11 | 2,11 | - | 2,11 | 2,11 | - | 2,11 | - |
| 20 | | 2,19 | - | 2,19 | 2,19 | - | 2,19 | 2,19 | - | 2,19 | 2,19 | - | 2,19 | - |
| 21 | | 2,28 | - | 2,28 | 2,28 | - | 2,28 | 2,28 | - | 2,28 | 2,28 | - | 2,28 | - |
| 22 | | 2,37 | - | 2,37 | 2,37 | - | 2,37 | 2,37 | - | 2,37 | 2,37 | - | 2,37 | - |
| 23 | | 2,46 | - | 2,46 | 2,46 | - | 2,46 | 2,46 | - | 2,46 | 2,46 | - | 2,46 | - |
| 24 | | 2,56 | - | 2,56 | 2,56 | - | 2,56 | 2,56 | - | 2,56 | 2,56 | - | 2,56 | - |
| 25 | | 2,67 | - | 2,67 | 2,67 | - | 2,67 | 2,67 | - | 2,67 | 2,67 | - | 2,67 | - |
| 26 | | 2,77 | - | 2,77 | 2,77 | - | 2,77 | 2,77 | - | 2,77 | 2,77 | - | 2,77 | - |
| 27 | | 2,88 | - | 2,88 | 2,88 | - | 2,88 | 2,88 | - | 2,88 | 2,88 | - | 2,88 | - |
| 28 | | 3,00 | - | 3,00 | 3,00 | - | 3,00 | 3,00 | - | 3,00 | 3,00 | - | 3,00 | - |
| 29 | | 3,12 | - | 3,12 | 3,12 | - | 3,12 | 3,12 | - | 3,12 | 3,12 | - | 3,12 | - |
| 30 | | 3,24 | - | 3,24 | 3,24 | - | 3,24 | 3,24 | - | 3,24 | 3,24 | - | 3,24 | - |
| Total | | | | | | | | | | | | | | |

Verification: cellule VAN1 fonction BIC61

Déficit de financement

Taux fixe d'actualisation = 4% Si on change le taux, modifier uniquement la cellule I47

Étape n°2 : Calcul du déficit de financement (DF) sur l'ensemble du projet

| | | |
|---------------------------------------|------|---|
| Coût d'investissement actualisé (CIA) | 0,00 | Coût global du projet, dépenses éligibles comprises (valeur actualisée) |
| Recettes nettes actualisées (RNA) | 0,00 | Recettes actualisées + Valeur résiduelle actualisée - Coût actualisé d'exploitation |
| Déficit de financement (DF) | 0,00 | DF = CIA - RNA |

Étape n°3 : Calcul de l'assiette éligible (AE) sur la partie du projet cofinancée

| | | |
|--------------------------------------|-------|---|
| Coût d'investissement total (CI) | 0,00 | Coût global du projet, dépenses éligibles comprises (valeur non actualisée) |
| dont coût total éligible (CTE) | 0,00% | Dépenses éligibles uniquement (valeur non actualisée) |
| Taux de déficit de financement (DFI) | 0,00% | DFI = DF / CIA |
| Assiette éligible (AE) | 0,00 | AE = CTE * DFI |

IMPORTANT : L'assiette éligible à retenir (AER) ne peut être supérieure au déficit de financement. En d'autres termes, si AER > DF, l'assiette éligible retenue sera égale à DF (voir étape n°4)

Étape n°4 : Calcul de l'assiette à retenir (AER) et de la contribution maximale FEDER

| | | |
|-----------------------------------|-------|---|
| Assiette éligible à retenir (AER) | 0,00 | Minimum entre DF et AE |
| Taux max. FEDER | 0,00% | Taux d'intervention maximal du FEDER (cf. Guide du porteur) |
| Contribution maximale FEDER | 0,00 | Taux FEDER * AER |

Périodes de référence (Annexe I art.

| Secteur |
|---|
| Chemin de fer |
| Approvisionnement en eau/assainissement |
| Routes |
| Gestion des déchets |
| Ports et aéroports |
| Transport urbain |
| Energie |
| Recherche et innovation |
| Large bande |
| Infrastructure des entreprises |
| Autres secteurs |

D.7.5 Modèle affectation de tâches à pourcentage fixe ([lien vers le document](#))

Modèle d'affectation des tâches à % fixe

Pour l'information du partenaire de projet :

- *Ce modèle peut être utilisé pour l'affectation des tâches et il est un exemple des exigences minimales qui devraient être couvertes si la méthode de pourcentage fixe est utilisée (si elle ne fait pas partie d'un document/contrat d'emploi ou d'un autre document). Il doit être soumis pour vérification des dépenses liées au coût du personnel à l'organisme de contrôle compétent.*
- *En cas de changements dans les tâches et les responsabilités d'un employeur, le document d'affectation des tâches peut être revu et modifié (le pourcentage ne peut pas changer tous les mois et doit s'appliquer au minimum pour une période de rapport complète).*

Informations sur le projet

| | |
|--------------------------------------|-------------------------|
| Nom du projet | <i>Veillez indiquer</i> |
| Acronyme/ID du projet | <i>Veillez indiquer</i> |
| Nom du partenaire du projet | <i>Veillez indiquer</i> |
| Nom de l'employé | <i>Veillez indiquer</i> |
| Applicable à partir de (date) | <i>Veillez indiquer</i> |

Par cette attribution de tâches, je confirme que [Nom de l'employé] travaille sur le projet susmentionné.

Si je participe à d'autres projets financés par l'UE, je [Nom de l'employé] confirme qu'il n'y a pas de double financement, étant donné que pas plus de 100 % de mon temps de travail sera déclaré.

[Nom de l'employé] effectue les tâches suivantes dans le cadre de la mise en œuvre du